

Faire de la politique quand on fait du business, est-ce compatible ?



Qu'il s'agisse de s'installer en indépendant, de créer une entreprise ou de reprendre une activité déjà existante, les motivations des uns et des autres diffèrent, se retrouvent sur certains points et s'opposent sur d'autres. Une constante, pourtant, revient régulièrement dans la bouche de ceux qui s'investissent (et investissent), l'envie de s'engager pour faire bouger les choses. Décider c'est choisir dit le proverbe, être décideur c'est donc choisir d'agir – à chacun sa mesure – sur son univers économique, sur la société, sur le monde.

ENTREPRENEURS & POLITIQUES : MÊME COMBAT

Les entrepreneurs optent pour des choix stratégiques pour leur business, les élus politiques font des choix parfois plus opérationnels, en tout à cas à l'échelle territoriale : voirie, éducation, développement économique, aménagement du territoire... Légiférer est gravant dans le marbre des décisions prises de manière collégiale, dès lors que l'on vit en démocratie. Il s'agit peut-être là d'un point de divergence entre le monde politique et le monde économique, la mise en place pratique des décisions, et encore tout dépend de la structure juridique de l'entreprise. Entre le gérant majoritaire, parfois seul décisionnaire et les entreprises où siègent des conseils d'administration les process en matière de prise de décisions diffèrent largement. Cela dit, au vu du paysage économique national, quand on sait que, selon l'ouvrage de la DCASPL (Les chiffres clés des TPE - Édition 2005), au 1er janvier 2004, il existait en France 2 390 000 TPE soit 96,6 % du total des entreprises françaises (proportion identique en Europe) et que 61% des TPE françaises n'ont aucun salarié, 23 % en ont entre 1 et 3 et 16 % emploient entre 4 et 15 salariés, il n'est pas dingue de considérer globalement le dirigeant seul à la tête de son navire (contrairement à la vision plus généralisée du patron d'entreprise vu comme les quelques dizaines de grands patrons français, type CAC40).

« TOMBER » EN POLITIQUE MALGRÉ SOI QUAND ON EST DIRIGEANT

Le dirigeant d'entreprise, si seul soit-il dans son univers économique, entre parfois (souvent) malgré lui en politique. Peu de secteurs sont épargnés par les décisions politiques. Pre-

nons quelques exemples marquants. L'aventure de l'entreprise de pompes funèbres CATON à Orléans, a vu la taille de son marché potentiel exploser dès lors que la proposition de loi sur l'ouverture à la concurrence pour les entreprises du secteur funéraire proposée par Jean-Pierre Sueur à l'Assemblée Nationale a été acceptée. Jean-Pierre Sueur est l'auteur de la loi du 8 janvier 1993 qui, alors qu'il était Secrétaire d'Etat aux Collectivités locales, a mis fin au monopole de fait du secteur des pompes funèbres. Pensons également au boom des services à la personne (cf : Vu sur Twideco - P.6) suite à l'application des dispositifs régissant l'intervention au domicile de garde-malades, nounous, jardiniers et autres aides ménagères... : 50% de déduction fiscale sur l'impôt sur le revenu pour les clients, TVA à 5,5%, et exonération partielle des charges patronales sur les salaires, de quoi aider le secteur à se développer, mais jusqu'à quand ? Idem concernant la prime à la casse pour le secteur automobile l'an dernier, la vente de véhicules neufs a explosé en 2009. Le gouvernement s'est positionné pour aider un secteur d'activité en souffrance. La politique et le business flirtent donc souvent, mais comme dit la chanson, « les histoires d'amours finissent mal, en général... ».

Quand on prend les rênes d'une entreprise ou que l'on s'installe (Entreprise Individuelle, Auto-entrepreneur...), on nous rebat les oreilles avec le réseau, l'ouverture aux autres, ne par rester seul. Ne pas rester seul, s'entourer, intégrer les réseaux, les syndicats professionnels, les organisations patronales pour sortir la tête du guidon, prendre de la hauteur, travailler sur ses axes d'amélioration, et, pourquoi pas, en profiter pour donner un coup de fouet à ses affaires.

FAIRE DE LA POLITIQUE, ÉVIDEMMENT, QUI N'EN FAIT PAS ?

Faire de la politique ne se résume pas à l'adhésion à un parti bleu, rose, rouge, orange, vert... C'est avant tout s'occuper de la vie de la cité – au sens propre du terme – et cela passe aussi par les responsabilités – et donc le pouvoir – que donnent les mandats, de présidence notamment, dans les chambres consulaires, les organismes paritaires (Prud'hommes, URSSAF, RSI...) ou toute association ou syndicat (patronaux et salariés). Si certains se défendent de faire de la politique, cette activité s'est teintée d'un voile peu glorieux dans le discours du plus grand nombre, aller voter, trier ses déchets, payer des charges sociales (tout le monde en paie, salariés et patrons), prendre les transports publics, payer ses impôts, faire ses courses et donc payer de la TVA, toutes ces actions courantes sont des actions politiques, puisqu'elles participent à l'organisation de la vie sociale, à la solidarité, à la réduction de gaz à effets de serre, à la construction de réseaux ferroviaires ou autoroutiers... à la vie de la société en générale. Alors oui, tout le monde fait de la politique.

Et, cela s'accroît dès lors que l'on adhère à une association qu'elle soit politique (un parti), économique, culturelle ou sportive, puisqu'on agit de manière bénévole, la plupart du temps pour faire avancer les choses. A chacun ses préoccupations, la constante reste la même : la volonté de faire évoluer la société dans son ensemble.

Alors entre son activité professionnelle et ses engagements associatifs, le dirigeant ne peut pas dire qu'il ne fait pas de politique, y compris la politique politicienne – il fallait bien lui donner un nom pour la différencier de son sens premier – car comme nous l'avons rappelé plus haut, trop de conséquences néfastes ou créatrices de valeur ajoutées peuvent découler de ses engagements.

LE POUVOIR ET LA RECONNAISSANCE : LA MÉDAILLE.

Bonaparte l'avait bien compris en inventant la Légion d'Honneur : remettre une médaille, c'est s'assurer de la galvanisation de l'égo de celui que l'on a face à soi et donc, souvent, de son dévouement absolu. Le commercial en entreprise, reçoit en guise de médaille sa prime financière, le journaliste son nom en bas de page... Le dirigeant cherche aussi sa médaille, elle passe la plupart du temps par la reconnaissance de ses pairs, parfois par les dividendes quand il ne sont pas réinvestis, par les articles de presse qui valorisent son activité et ses actions, ou par les titres honorifiques glanés au sein des structures parallèles associatives, paritaires, consulaires ou syndicales.

Et pourtant, si l'on reproche à certains politiques de préférer la dorure des plinthes aux véritables enjeux sociaux et sociétaux pour lesquels ils ont été élu, le dirigeant économique, se laisse parfois de la même manière, tel Icare voulant s'approcher trop près du soleil, brûler les ailes et prendre des décisions contraires à ses principes premiers, ceux qui quelques années plus tôt, l'on mû, l'on incité à renoncer au statut confortable et raisonnable du salariat.

LES MÉDIAS DANS TOUT ÇA ?

Le plus drôle dans tout ça, c'est qu'être le média des entreprises, et ce notamment au niveau d'un territoire, permet d'observer clairement ce jeu d'échec grandeur nature, cette partie qui aurait plu à Stefan Zweig, nous conférant davantage de responsabilités et nous installant davantage encore sur la frontière à ne pas franchir. Exercice délicat, ténu, dangereux car la presse est certainement aujourd'hui devenue le premier pouvoir, influençant l'opinion générale, l'opinion économique en ce qui nous concerne.